

La rhétorique républicaine sous le rasoir d'Occam

Au Canada, les hommes qui ont le plus de lumières, de patriotisme et d'humanité, font des efforts extraordinaires pour déguster le peuple du simple bonheur qui lui suffit encore. Ils mettent plus de soin à aiguillonner les passions humaines qu'ailleurs on n'emploie d'efforts pour les calmer.

Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Gallimard, 1986, t. 1, p. 422

Cent soixante-dix ans après ces rébellions patriotes, mais aussi, déjà, quarante ans après Ouellet, trente après Ryerson et vingt après Bernard, il est opportun ce rendez-vous proposé par la revue *Argument* « autour d'un livre », en l'occurrence l'excellent ouvrage de Louis-Georges Harvey, *Le printemps de l'Amérique française*. J'y vois en effet l'heureux prétexte pour partager le fruit de nos réflexions et faire le point à propos de celles d'un estimé collègue.

Depuis 20 ans, justement, les chantiers ont surtout consisté à diffuser et à commenter des documents d'archives grâce notamment aux contributions de Georges Aubin, d'Yvan Lamonde et par le biais des diverses ressources rendues disponibles par Internet. Sur le plan théorique, les travaux de Gérard Bouchard auront, entre autres, inspiré ceux de Marcel Bellavance et de Louis-Georges Harvey.

Harvey, incidemment, se propose de décrire l'émergence dans le discours patriote d'une rhétorique républicaine sous l'effet de l'américanité. Peu importe si cette formulation est juste et si elle respecte bien la pensée du principal intéressé, qu'il suffise ici de signaler que la démonstration faite dans *Le printemps de l'Amérique française* s'avère fort convaincante et démontre un examen particulièrement approfondi des sources.

Mon but sera en fait de voir si une explication plus simple peut cependant tout aussi bien expliquer l'apparition d'un discours radical dans l'entourage de Papineau à compter notamment de 1831. Puisque le concept d'américanité renvoie lui-même à tout un appareillage conceptuel, il me semble opportun de confronter cette explication à l'axiome de Newton selon lequel « nous n'avons à accepter pas plus de causes des choses naturelles que celles qui sont à la fois vraies et suffisantes pour expliquer ces choses. » On peut par exemple proposer que le recours à une rhétorique républicaine s'explique plus simplement par des motivations tactiques consistant (1) à consolider l'emprise de Papineau sur le mouvement patriote; (2) à mobiliser et à exalter les masses rurales autour d'un discours radical; et (3) à exaspérer le cabinet whig de Melbourne, de concert avec le mouvement radical anglais. Nos travaux actuels nous portent en effet à croire que ces trois objectifs fondamentaux sont intimement liés tout le long de la crise des années 1830, et que tous trois se trouvent confortés par un durcissement

du discours et par l'usage de slogans d'origine étasunienne par les patriotes. Le concept d'américanité, pour utile dans sa fonction unificatrice, ne nous paraît dès lors peut-être pas nécessaire pour expliquer la radicalisation du discours patriote. Celle-ci serait en fait purement instrumentale et peut plus aisément s'expliquer par des enjeux tactiques liés aux contingences du politique.

AU SERVICE DE L'AUTORITÉ DE PAPINEAU

Retraçant la genèse de la rhétorique républicaine dans le discours patriote, M. Harvey propose que « [l]e Parti patriote, dont l'identité politique et le programme se concrétisent à la fin des années 1820, prendra ouvertement le parti de la *République* dès 1831 » (p. 22). La remarque mérite que l'on s'y arrête puisqu'en 1831, la scène politique canadienne connaît ironiquement l'une de ses plus profondes accalmies...

Dans son ambition de succéder à Pierre-Stanislas Bédard, Louis-Joseph Papineau doit très tôt convaincre les sceptiques qu'il est le plus à même de consolider le caucus des députés canadiens et de jeter les bases d'un véritable programme politique en mesure d'exalter l'électorat. La Guerre des subsides sera d'ailleurs, au cours des années 1820, le principal cheval de bataille des députés montréalais et le point d'orgue de l'ascension politique de Papineau. En 1828, un rapport ministériel est accablant envers la Clique du Château et Lord Dalhousie est rappelé. Au même moment, la Grande-Bretagne connaît elle-même une véritable révolution politique, marquée par le retour au pouvoir des whigs et, en 1832, par une réforme parlementaire fondamentale. Pour le Canada, ces événements laissent présager des jours difficiles pour l'aristocratie coloniale et, croit-on, une oreille plus attentive pour les doléances des députés canadiens. Dans ce contexte, l'Assemblée du Bas-Canada se voit offrir le contrôle de la Liste civile en échange d'un subside perpétuel et Louis-Joseph Papineau, rien de moins qu'un siège au Conseil exécutif. En attendant, cette accalmie momentanée permet d'arrêter des législations importantes dans le domaine électoral et scolaire.

On peut donc se demander pourquoi c'est justement à ce moment que le discours patriote connaît une brusque radicalisation. M. Harvey a raison de souligner ce fait. Il ne l'explique cependant pas autrement que par l'empire croissant de l'américanité. Cette dérive trouve pourtant plus simplement son explication dans la crainte de l'entourage de Papineau que la détente du climat politique n'entraîne la dissolution de la coalition patriote et la contestation du *leadership* de Papineau.

Rappelons que la Guerre des subsides, qui fait alors rage depuis 10 ans, empêche l'administration de la colonie dans une crise financière qui se répercute de plus en plus sur la vie sociale. Dans ce contexte, des députés canadiens s'interrogent de plus en plus ouvertement sur l'opportunité de poursuivre cette guérilla procédurière, et certains votent même désormais contre Papineau, en particulier ce groupe de la région de Québec, pourtant la phalange de la lutte constitutionnelle contre Dalhousie : John Neilson, Dominique Mondelet, Philippe Panet et Frédéric-Auguste Quesnel. La direction du parti comprend alors l'importance de clarifier sa plateforme politique et de resserrer son caucus. Toutes les offres présentées par l'administration anglaise — qu'elles aient été ou non bienveillantes — sont donc rejetées par Papineau, y compris le contrôle partiel de la Liste civile, qui aurait désamorcé la crise subséquente, y compris sa propre accession au Conseil exécutif, qui aurait ouvert la porte à une forme de responsabilité ministérielle.

Tout en tablant sur les engagements non respectés par la Grande-Bretagne et en poursuivant l'obstruction sur la question des subsides, de nouveaux enjeux sont, au contraire, soulevés par l'entourage de Papineau. On pense précisément à cette question de la composition du Conseil législatif, qui rejette en nombre croissant les projets de loi soumis par l'Assemblée et où les adversaires politiques

de Papineau trouvent refuge en nombre croissant. Rien, cependant, n'est plus manifeste que le recours à des slogans directement issus de la Révolution américaine. Cet usage, peu coûteux en soi, permet immédiatement d'effrayer les modérés et de braquer l'entourage du gouverneur, Papineau et le parti tirant apparemment un profit non négligeable du climat de crise perpétuelle.

On en veut un nouvel exemple en 1836, alors que Papineau réussit à déjouer une autre tentative de rapprochement, quand en janvier Lord Gosford désavoue publiquement la création d'un corps de volontaires loyaux destiné à se porter à la défense des intérêts britanniques au Bas-Canada. Aussitôt, des députés patriotes se déclarent agréablement étonnés par l'attitude du gouverneur. Cependant, dès le 7 février 1836, Papineau a trouvé motif pour interrompre la trêve en établissant que l'administration britannique n'avait aucune intention de porter remède aux maux de la province. Le climat politique s'en trouvera durablement détérioré, purgeant le mouvement patriote de ses éléments modérés et annonçant le dernier droit menant au recours aux armes.

On peut considérer que la radicalisation du discours patriote poursuit donc au moins un premier objectif stratégique visant à consolider le pouvoir de Papineau et à confondre les modérés. Par leur caractère radical et solennel, les 92 Résolutions ont notamment permis de resserrer les rangs autour de la personne du chef et d'épurer le parti de ses éléments susceptibles de succomber aux entreprises de charme menées par l'administration coloniale. Cette stratégie s'avère payante. Les jeunes radicaux accourent vers Papineau, tandis que des militants plus expérimentés, mais menaçants (dont certains avaient déjà ambitionné la place de Papineau lui-même), s'éclipsent ou traînent désormais l'étiquette de *Chouayens*.

ÉLARGIR LES APPUIS AU SEIN DES MASSES RURALES

Pour comprendre la période inaugurée par le dépôt des 92 Résolutions, en janvier 1834, il est essentiel de saisir le lien étroit qu'établit l'entourage de Papineau entre, d'une part, la mobilisation populaire au Bas-Canada et, d'autre part, l'effet escompté sur les autorités métropolitaines. La stratégie consiste à multiplier les démonstrations publiques à travers le Bas-Canada, à créer des comités de comtés, à lancer de vastes pétitions et à multiplier les assemblées populaires. Sans jamais renoncer à la stratégie parlementaire, Papineau a néanmoins perdu foi en l'administration locale et souhaite directement se faire entendre de la Grande-Bretagne. D'abord, en faisant voter 92 Résolutions, dont le caractère radical ne peut souffrir un règlement local, et ensuite, en accroissant la pression populaire par des manifestations spectaculaires dont, croit-il, les journaux et les députés radicaux anglais ne manqueront pas de faire écho. Le recours à une rhétorique républicaine permet notamment de regrouper sous quelques formules-choc un chapelet de récriminations largement répandues dans la population, qu'elles concernent le gaspillage des fonds publics, l'accès aux terres de la Couronne ou l'octroi des charges publiques. Pensons à la Déclaration de Saint-Ours, par exemple, ou à celle des Fils de la Liberté. Cette radicalisation rend aussi pour un temps l'initiative politique aux patriotes, suscite un véritable engouement populaire et permet au parti de poser d'imposantes pétitions aux pieds des ministres anglais. Une fois sa direction idéologique bien assise, Papineau appliquera cette stratégie avec une logique implacable.

Dans l'ouvrage *Patriotes et Loyaux*, nous avons cherché à voir jusqu'où une telle stratégie mènera le parti. Une fois macérée au milieu des campagnes du Bas-Canada, la rhétorique républicaine véhémement diffusée par *La Minerve* et le *Vindicator* sera en effet en partie mise au service de querelles locales qui répondront, elles, à d'autres motivations et s'exprimeront par d'autres voies. Il était donc à prévoir que les organisations patriotes locales, nourries par un discours radical, en arrivent, au bout

d'un certain temps, à agir de leur propre chef, à faire déraiser la stratégie alambiquée commandée par Papineau et à engager le processus menant à la rébellion, puis à sa répression...

AMALGAME AVEC LE DISCOURS DES RADICAUX ANGLAIS

En attendant, Papineau escompte bien que le discours et les actions engagées par les patriotes obtiennent une certaine audience dans la métropole. Car bien plus qu'aux États-Unis, c'est toujours en Grande-Bretagne que les stratèges patriotes comptent nouer des liens hors des frontières du Bas-Canada. Or, mis à part quelques liens épisodiques avec le mouvement chartiste, les nationalistes irlandais et quelques whigs réformistes, l'essentiel des appuis patriotes en Grande-Bretagne vient de journalistes et de députés de tendance radicale à qui la réforme électorale de 1832 avait permis de prendre une trentaine de sièges, soit environ 10 pour cent de la Chambre des communes. Outre John Arthur Roebuck, député de Bath et agent officiel de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada, on retrouve parmi eux Joseph Hume, agent de celle du Haut-Canada, John Temple Leader, député de Westminster, un proche de John Stuart Mill, et le baron Henry Peter Brougham, le seul défenseur des idées patriotes à la chambre haute.

Les *Philosophic Radicals* dénoncent le poids politique de l'aristocratie traditionnelle et réclament une démocratisation de la vie politique, ainsi que certaines réformes sociales. Ils sont d'ailleurs alors impliqués dans une foule d'autres causes, leur nom étant aussi associé à des luttes telles la taxe sur la presse périodique, la réforme des institutions municipales, l'abolition des bourgs pourris ou la défense de la Pologne opprimée. En fait, leur action procanadienne doit être envisagée à l'intérieur d'un engagement plus global visant à transformer la société anglaise du temps.

Dans leur défense de la cause patriote, les députés radicaux reprennent rarement le texte des 92 Résolutions pour s'en tenir à quelques idées fortes propres à frapper l'imagination du public anglais, encore marqué par le douloureux souvenir de la Révolution américaine. Les radicaux sont notamment convaincus que les Canadiens n'ont rien à attendre du gouvernement anglais tant que whigs et tories se succéderont au pouvoir. Ils établissent donc constamment le lien entre leur propre combat et celui des députés patriotes. Ainsi, l'usage systématique de l'expression *Party of the People* permet de confondre radicaux anglais et patriotes canadiens et de les désigner réciproquement comme les mandataires directs du peuple. Pour eux, de chaque côté de l'Atlantique, le peuple et ses représentants sont alors engagés dans une lutte contre l'aristocratie et les marchands monopolistes, gardiens de privilèges anachroniques. C'est justement pour cette raison qu'on évacue systématiquement la dimension nationale du problème canadien. Pas une fois, dans les lettres envoyées par le correspondant anglais du *Vindicator*, ne retrouve-t-on l'expression « parti patriote » ou « parti canadien ». Une rhétorique républicaine permet justement d'opérer cet amalgame assimilant patriotes canadiens et radicaux anglais dans une lutte commune qui transcende la dimension socio-ethnique propre au Bas-Canada.

Les actions posées en Angleterre par les radicaux en faveur de la cause patriote sont d'ailleurs à la fois radicales et futiles. Le 4 janvier 1838, de trois à quatre mille personnes se réunissent à Londres pour une assemblée de la London Working Men's Association. Selon Henry Samuel Chapman, « [w]hen it was mentioned that the peasantry had beaten the troops at St. Denis, they gave three Cheers for the brave Canadians. This meeting will give the tone to the country [...] and I am glad to say a general feeling of sympathy is growing at in your favour. » Du même souffle, Chapman doit cependant admettre que « there is another reason why they cannot be continued. Printing is expensive every where, as you know, your friends here are poor. If I had £ 300 I could have raised the whole country in favor of Canada^[1]. »

On peut questionner l'intérêt des députés radicaux à ainsi se compromettre dans les affaires canadiennes. Selon leurs détracteurs tories, ils ont simplement vu là une belle occasion d'embarrasser le gouvernement. « Les Radicaux ne seraient pas fâchés qu'on puisse pousser votre province à la révolte, car ce serait un embarras de plus pour l'administration whig[2]. » Selon des historiens, l'intérêt des radicaux pour la question canadienne est en fait lié à des considérations de politique intérieure. En dénonçant l'oligarchie bas-canadienne, on vise aussi le pouvoir aristocratique anglais. Le débat sur le Canada est donc en partie destiné à accroître la cohésion au sein du mouvement radical, mais il a aussi pour effet de le marginaliser sur le plan politique et de le placer dans d'embarrassantes minorités lors des votes à la Chambre. Pour Francis Parkes, un autre proche de John Stuart Mill, l'engagement des radicaux a en fait pu nuire à la cause patriote en Angleterre en leur accolant une étiquette anticoloniale d'inspiration républicaine. « Unluckily, the advocates of the Lower Canadians here have damaged the cause [...]. They hailed the break out for its insurrectionary spirit and home effect — an ignorant and absurd rejoicing[3]. » Papineau admet lui-même qu'« [e]n choisissant notre agent dans l'opposition, nous prouverons que nous n'attendons plus rien de la bienveillance de Downing Street, mais seulement de ses craintes et telle est en effet la persuasion la plus générale du moins aussi longtemps qu'il sera assiégé et occupé par des Whigs et des Tories[4]. » Pour l'historien P. A. Buckner, « [i]n appointing 'tear 'Em Roebuck as their delegate, the Canadian party, as Papineau admitted, has emparked upon a policy of confrontation[5]. » D'ailleurs, M. Harvey lui-même ne manque pas de relever que la rhétorique républicaine sert aussi largement de menace propre à « avertir les ministres britanniques que la sympathie des Américains à la cause canadienne n'était pas une chose à prendre à la légère » (p. 186-187). À Montréal comme à Londres, il s'agissait bien de recourir à une rhétorique susceptible de justifier les alarmes des radicaux et de placer le gouvernement Melbourne dans l'embarras, aussi assurément que la Révolution américaine avait, 50 ans plus tôt, plongé les whigs de John Fox dans une terrible crise.

La tâche confiée par les patriotes aux radicaux anglais était donc ambiguë, et le pari ne pouvait avoir de sens que dans l'hypothèse du succès du mouvement radical en Angleterre même. Or, à mesure que s'effritent leurs forces aux Communes, les radicaux, coincés entre leur mandat, leur statut minoritaire et leur perception manichéenne de la scène politique, ont fortement encouragé la radicalisation du discours patriote. Dès 1835, le correspondant anglais du *Vindicator* multiplie les appels à la mobilisation et invite chaque paroisse à organiser des groupes armés et à s'aligner sur le modèle américain. En 1836, il consacre même un long article à un plan pour s'emparer de Montréal sans coup férir. « Remember that there are only 2000 soldiers scattered over a vast extent of country[6]. » Il appert que les radicaux formaient en fait une minorité grouillante, particulièrement hostile au gouvernement whig, et qu'on peut douter du caractère constructif de leur action en Grande-Bretagne en faveur de sa colonie. On peut de même douter que Papineau et les patriotes radicaux aient encore, en 1837, attendu quelque progrès de leur cause dans la métropole. Dès lors, des deux côtés de l'Atlantique, le recours à une rhétorique républicaine ne connaîtra plus d'entrave.

Gilles Laporte*

NOTES

* Depuis plusieurs années, Gilles Laporte contribue par des articles et des conférences à ce que soit mieux reconnue la place de la rébellion patriote au cœur de l'histoire du Québec. Il est notamment l'auteur de *Patriotes et Loyaux. Mobilisation politique et leadership régional en 1837-1838* (Québec, Septentrion, 2004), l'administrateur de *Patriotes de 1837 @ 1838*, le plus vaste site Internet privé consacré à l'histoire au Québec, et l'un des artisans de la Journée nationale des patriotes, qui souligne

désormais la contribution des patriotes à la conquête de la démocratie au Québec. Gilles Laporte est professeur d'histoire au cégep du Vieux-Montréal et chargé de cours à l'Université du Québec à Montréal, où il enseigne le seul cours universitaire consacré aux rébellions de 1837 et 1838.

1. Chapman à O'Callaghan, 6 janv. 1838, APC, Papiers Papineau, vol. 2, p. 2227, 2523.
2. *Correspondance particulière du Populaire*, Londres, 7 avr. 1837, Bibliothèque des Archives publiques du Canada, 1838, p. 14.
3. Parkes à Cobden, 17 janv. 1838, cité par J. Hamberger, *Intellectuals in Politics : John Stuart Mill and the Philosophic Radicals* (New Haven, Yale University Press, 1965), p. 224. Selon J. S. Mill lui-même, la crise canadienne « *suspends all united action among Radicals, [...] sets one portion of the friends of popular institutions at variance with another, and interrupts for the time all movements and all discussions tending to the great objects of domestic policy* » (Mill à Buller, 5 mars 1838, in E. E. Mineka [dir.], *The Earlier Letters of John Stuart Mill*, Toronto, Toronto University Press, 1963, p. 382); Cf. J. S. Mill, « Lord Durham and the Canadians », *London and Westminster Review*, vol. 28, janv. 1839, p. 504.
4. Papineau à Roebuck, 16 janv. 1835, APC, Papiers Roebuck, vol. 1, n^o 5, p. 8.
5. Philip A. Buckner, *The Transition to the Responsible Government*, Londres, Greenwood, 1985, p. 28.
6. *The Vindicator*, 24 juil. 1835 et 15 mars 1836.